



# Hébergement, maintenance et création de sites pour l'Institut Polytechnique de Paris

## Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°











MX25-026

## SOMMAIRE





1. DÉFINITIONS .....	3
2. OBJET DU CONTRAT.....	3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	4
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	5
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	8
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	11
8. LITIGE ET SANCTIONS .....	11
9. FIN DU CONTRAT .....	14

*Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.*

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Hébergement, maintenance et création de sites pour l'Institut Polytechnique de Paris
	Acheteur	Institut Polytechnique de Paris
	Type de contrat	Marché composite de services avec partie forfaitaire et partie à bons de commande sans minimum et avec maximum
	Structure	Lot unique - 4 postes
	Lieu d'exécution	Institut Polytechnique de Paris 5 avenue Henry Le Chatelier 91128 Palaiseau
	Délai	12 mois reconductible 3 fois
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	Cf article 8 du présent CCAP
	Variation des prix	Fermes et Révisables (Cf. article 5.1 du présent CCAP)
	Nature des prix	Prix unitaires et forfaitaires selon les postes du contrat

# 1. DÉFINITIONS

 <b>Contrat</b>	Le <b>contrat</b> est un marché public passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Techniques de l'Information et de la Communication du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 <b>Acheteur</b>	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 <b>Titulaire</b>	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 <b>Prestation</b>	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Hébergement, maintenance et création de sites pour l'Institut Polytechnique de Paris.**

#### ■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est :  
**Institut Polytechnique de Paris**  
**5 avenue Henry Le Chatelier**  
**91128 Palaiseau**

#### ■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- les bons de commande ;
- le CCAG Techniques de l'Information et de la Communication (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

## 2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Institut Polytechnique de Paris**, représenté par Thierry Coulhon, en qualité de Président du directoire.

### Adresse et coordonnées :

Institut Polytechnique de Paris  
5 avenue Henry Le Chatelier  
91128 Palaiseau

#### ■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

## 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

#### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

#### ■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées en 5 postes. La forme varie selon les éléments du contrat comme suit :

Type	Durée
Poste n°1	Audit de l'existant – poste forfaitaire
Poste n°2	Hébergement – poste forfaitaire
Poste n°3	TMA – poste à bons de commande sans minimum et avec maximum annuel de 120 000,00 € HT
Poste n°4	Développement d'un sous-site Drupal « Vitrine Scientifique » - poste à bons de commande sans minimum et avec maximum annuel de 50 000,00 € HT

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **composite avec une partie forfaitaire et une partie à bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

## 4. DURÉE DU CONTRAT ET DELAIS D'EXECUTION

#### ■ Durée :

Le contrat est conclu pour une durée initiale de **12 mois** à compter de la notification du contrat.

#### ■ Reconduction et modalités :

Le présent contrat est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification du

présent marché.

Il est reconduit de manière tacite 3 fois, pour une période de 1 an, soit une durée maximale de 4 ans.

L'acheteur prend la décision de ne pas reconduire le contrat 1 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat selon les dispositions de l'article.

■ **Reconduction anticipée du contrat :**

Si le montant maximum d'une période est atteint avant la fin de sa durée de validité, l'acheteur se réserve la possibilité de notifier au titulaire une reconduction anticipée du contrat.

■ **Délai des bons de commande :**

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

## 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

### 5.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prix du contrat sont **forfaitaires** pour les postes suivants :

- Poste n°1 - Audit de l'existant
- Poste n°2 - Hébergement

Les prix du contrat sont **unitaires** pour les postes suivants :

- Poste n°3 - TMA
- Poste n°4 - Développement d'un sous site Drupal « Vitrine Scientifique »

■ **Variation des prix :**

Les prix sont fermes pour toute la durée du contrat pour le poste n° 1 : Audit de l'Existant

Les prix pour les autres postes sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La formule de variation utilisée est  **$P1 = P0 \times (0,15 + 0,85 \times S1/S0)$**

Dans laquelle :

P1 = représente le prix révisé,

P0 = représente le prix initial contractuel,

S0 = désigne le dernier indice syntec publié au « mois zéro »,

S1 = désigne le dernier indice syntec publié à la date de révision.

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index (I)	Libellé de l'index
SYN	Syntec (sociétés assujetties à la tva)

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

L'indice SYNTEC est publié par la fédération SYNTEC.

La date d'établissement des prix (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient est calculé une première fois à la date de démarrage de la seconde période d'exécution.

Le coefficient est ensuite recalculé tous les 12 mois.

#### ■ **Modification d'un indice :**

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par l'acheteur.

#### ■ **Réfaction :**

Conformément aux dispositions de l'article 34.3 du CCAG TIC, lorsqu'une prestation aura été effectuée de manière défectueuse, il y aura lieu d'appliquer une réfaction sur les prix correspondants, qui consiste en une réduction du prix proportionnellement à l'importance des imperfections constatées.

Les décisions de réfaction seront motivées par la personne représentant le pouvoir adjudicateur par un courrier envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire. Ces décisions ne peuvent être prises qu'après que le titulaire ou son représentant ait été entendu.

#### ■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations (frais de douane) ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

#### ■ **Clause de sauvegarde :**

Si la révision des prix entraîne une augmentation supérieure à 3 % lors de la révision concernée, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser l'application des nouveaux prix.

Si aucun accord ne peut intervenir entre les Parties, le Pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de résilier le contrat sans indemnité. Dans ce cas, un délai de trois mois de préavis est observé avant la résiliation effective, délai pendant lequel le Titulaire s'engage à assurer les prestations demandées par le Pouvoir adjudicateur aux derniers prix appliqués.

#### ■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## **5.2. Conditions de paiement**

#### ■ **Avance :**

Sauf renoncement du titulaire, il peut être versé au titulaire une avance égale à 5% pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois du montant initial TTC du bon de commande.

Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée dès 65% d'avancement des prestations (article R2191-11 du CCP).

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

#### ■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1.1 du CCAG, en cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

#### ■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour être en mesure de déposer ses factures, le titulaire doit fournir les informations suivantes :

- le numéro d'identification de l'Institut polytechnique de Paris qui est le numéro SIRET suivant : 130 025 620 00019 ;
- la raison sociale de l'entreprise (ou le nom du propriétaire) ;
- l'adresse commerciale ;
- les références d'inscription au registre du commerce ;
- le numéro d'identification attribué au titulaire par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (N° SIREN) ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro d'engagement juridique correspondant au n° du marché.

Ces informations sont indispensables pour l'acheminement et le traitement des demandes de paiement par le service en charge de son paiement.

#### ■ **Périodicité des paiements :**

Les paiements partiels définitifs interviennent à l'issue de la réception des prestations.

#### ■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ **Autorité compétente pour engager les dépenses :**

Agent comptable de l'Institut polytechnique de Paris  
Institut polytechnique de Paris  
Direction comptable  
5 avenue Henry le Chatelier  
91128 Palaiseau

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

---

### 6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ **Désignation d'un représentant :**

Le titulaire désigne un interlocuteur unique, au plus tard dans les 5 jours qui suivent la notification, chargé de veiller à la bonne exécution du contrat.

En cas d'absence de cet interlocuteur, le titulaire est tenu de le remplacer et d'en informer le pouvoir adjudicateur dans les mêmes délais que ci-dessus, sous peine de se voir appliquer les pénalités mentionnées au présent CCAP. En cas d'absence de communication du nouveau correspondant, l'acheteur se réserve le droit de ne pas reconduire le contrat.

L'interlocuteur mis à disposition de l'Institut Polytechnique de Paris doit être joignable du lundi au vendredi, de 9 heures à 17 heures, par téléphone ou par courrier électronique. Ce dernier doit être en mesure de fournir toute information nécessaire relative aux commandes, facturations en cours, émissions d'avoir, livraisons et traitement des réclamations.

Toute demande d'information écrite, émanant de l'acheteur, devra recevoir une réponse du titulaire dans un délai de 48h.

Dans le cadre de l'exécution du contrat, le titulaire a pour correspondant unique le représentant de la Direction concernée de l'Institut Polytechnique de Paris à l'origine de la prise de commande. Cette direction est seule habilitée à valider des bons de commande.

■ **Réunion de lancement :**

Une réunion de lancement est organisée dans les 15 jours qui suivent la notification du contrat avec les représentants concernés.

La réunion a pour objet de mettre au point et de confirmer les détails organisationnels et financiers conformément aux stipulations du présent CCAP.

#### ■ Référents lors de l'exécution :

- Porteur du projet : Direction de la communication d'IP Paris, représenté le Chef de projet Digital ;
- Référent technique : Direction des systèmes d'information d'IP Paris, représenté par le responsable DSI.

## 6.2. Présentation des bons de commande

#### ■ Présentation des bons de commande du Poste n°3 :

**Les prestations du poste 3 et du poste 4** à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : le Chef de projet digital ou son représentant.

#### ■ Livrables

Dans le cadre de l'exécution, le titulaire est tenu fournir des documents dans les conditions indiquées dans le CCTP.

#### ■ Propriété intellectuelle

L'Institut Polytechnique de Paris restera propriétaire de l'ensemble des produits de sortie, y compris en matière de propriété intellectuelle, mais pas des méthodes mises en œuvre pour leur élaboration. Ceci comprend :

- Les données métiers stockés sur le site web ;
- Le code source de l'application, ainsi que les commentaires et informations permettant leur interprétation et leur utilisation ;
- L'ensemble des livrables remis lors des prestations ;
- Les commentaires et informations transmises via l'outil de gestion de L'Institut Polytechnique de Paris et permettant la bonne compréhension des actes de maintenance corrective.

#### ■ Réversibilité

À l'issue du marché, ou en cas de résiliation anticipée, le titulaire s'engage à assurer la réversibilité des prestations afin de garantir la continuité du service et la transmission des connaissances, données et outils nécessaires au repreneur désigné par le pouvoir adjudicateur.

La réversibilité comprend notamment :

- La remise de l'ensemble des documentations techniques, fonctionnelles et administratives relatives aux systèmes, logiciels et configurations déployés.
- La transmission des codes sources, scripts, paramétrages et procédures nécessaires au maintien en conditions opérationnelles.
- La mise à disposition des données dans un format ouvert, exploitable et documenté.
- L'assistance au repreneur pour la reprise des services, incluant un transfert de compétences (sessions de formation, ateliers, support).

La période de réversibilité est fixée à 6 mois à compter de la notification de fin de marché ou de résiliation. Le titulaire s'engage à coopérer pleinement avec le repreneur et à fournir les moyens humains et techniques nécessaires.

Les prestations de réversibilité sont rémunérées conformément aux prix indiqués au BPU ou au forfait prévu au marché. Aucun surcoût ne pourra être exigé en dehors des stipulations contractuelles.

Le titulaire demeure tenu aux obligations de confidentialité pendant et après la période de réversibilité. Les informations transmises ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles de la reprise du service.

### **6.3. Vérification des prestations**

#### **■ Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Le titulaire est soumis à une obligation générale de moyens. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels requis, notamment ceux décrits dans son offre, pour réaliser les prestations prévues au contrat ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

#### **■ Constatations de l'exécution et admission :**

Les conditions de vérification et d'admission des prestations sont définies conformément aux dispositions des articles 30 à 34 du CCAG TIC.

#### **■ Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les personnes chargées de la vérification qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les suivantes : le chef de projet digital ou son représentant.

### **6.4. Développement durable**

#### **■ Déplacements :**

Dans le cadre de ce contrat, l'Institut Polytechnique souhaite valoriser les candidats ayant développé une démarche qualité favorable au développement durable, notamment en matière de protection de l'environnement et de réduction de l'empreinte carbone.

Le titulaire s'engage à limiter son impact carbone pour les éventuels déplacements vers et sur le site de l'École polytechnique.

Pour se faire, le titulaire privilégie les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transport en commun.

Si l'utilisation des véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides conformes aux normes en vigueur. Ces véhicules relèvent de la vignette crit'Air1.

Le titulaire communique à l'acheteur à la date anniversaire de début d'exécution du marché et à tout moment sur simple demande, les justificatifs relatifs aux modes de déplacement utilisés (cartes grises des véhicules avec mention de la catégorie Crit'Air, abonnement, titre de transport...). Lorsque les prestations s'effectuent sur le site de l'Ecole polytechnique, des contrôles pourront être opérés notamment lors de la présence de véhicules ou de personnes.

#### **■ Flux de données :**

Dans l'éventualité où des documents seraient échangés au format papier, il est demandé au titulaire une optimisation des documents produits dans la mesure où ces derniers sont amenés à être imprimés. En ce sens voici quelques exemples d'optimisation du document : lisibilité équivalente en noir et blanc plutôt qu'en couleur, suppression des aplats de couleur sans plus-values, utilisation de police de caractères « light » ou écologiques (types Ecofont ou équivalent) ou encore une optimisation de la mise en page afin de réduire les marges et espaces et donc le nombre de pages.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

## 6.5. Autres stipulations

### ■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

### ■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

### 7.1. Obligations courantes du titulaire

#### ■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

#### ■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

#### ■ Obligation de vigilance :

Le titulaire, ses éventuels co-traitants et sous-traitants fournissent tous les 6 mois à compter de la signature du contrat jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues par le code du travail (articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8, D.8254-2 à D.8254-5).

La transmission de ces documents s'effectue exclusivement via la plateforme : <https://declarants.e-attestations.com/>

#### ■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### ■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## **7.2. Obligations liées à la sécurité**

#### ■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère

personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

### 8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 1000$ . Avec : P : montant de la pénalité V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R : nombre de jours calendaires de retard
Pénalité pour non-respect de la clause environnementale	En cas de non-respect de la clause environnementale prévue à l'article 6.4 du présent contrat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 150 €.
Pénalité pour absence à la réunion de lancement	En cas d'absence à la réunion de lancement, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 250 €.
Pénalité en cas de non-remise des livrables	En cas de retard dans la remise des livrables prévus dans le CCTP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 80 € majoré de 30 € par jours de retard.
Pénalité pour non-respect des délais de traitements des incidents	Si les délais de traitement des incidents stipulés à l'article 8.5 du CCTP sont dépassés, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 20 € par heure dépassée pour un incident bloquant, 30 € par jour pour les incidents majeurs et mineurs.

### 8.2. Autres stipulations

#### ■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

#### ■ Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

#### ■ Pénalités pour retard - plafonnement des montants :

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du contrat.

- **Pénalités pour retard - seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

- **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises><https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

- **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

- **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

TA de Versailles  
56 avenue de Saint Cloud  
78011 Versailles  
Téléphone : 0139205400  
Courriel : [greffe.ta-versailles@juradm.fr](mailto:greffe.ta-versailles@juradm.fr)  
Site internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## 9. FIN DU CONTRAT

---

- **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

- **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

- **Garantie :**

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

### Liste des dérogations au CCAG Techniques de l'Information et de la Communication :

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.



#### Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Légifrance)

[CCAG Techniques de l'Information et de la Communication du 30 mars 2021](#)